

## La situation au Rwanda et au Burundi

La destruction de l'avion du président du Rwanda il y a déjà presque un an a déclenché peut-être la plus grande tragédie humaine du continent, avec plus de 500 000 personnes tuées en l'espace de quelques mois, 2 millions de réfugiés dans les pays voisins et presque autant de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les rapports des investigations des Nations Unies [ONU] confirment maintenant qu'il y a eu génocide au Rwanda. Pratiquement les deux-tiers de la population de ce pays de 7 millions d'habitants a été massacrée ou déplacée, et pour ceux qui restaient, la situation est devenue très difficile, car avant leur défaite, les anciennes forces gouvernementales ont détruit les infrastructures avant de s'enfuir avec les avoirs de la banque centrale.

La situation au Burundi voisin n'est guère plus reluisante. La tentative de putsch d'octobre 1993 qui a emporté la vie du président a fait au moins 50 000 victimes, et les assassinats ont continué depuis ce temps-là. Avant d'accueillir environ 284 000 réfugiés rwandais, le Burundi avait déjà un demi million de personnes déplacées à l'intérieur de ses frontières et 184 000 réfugiés dans les pays voisins.

Pendant un certain temps, la différence de traitement accordé aux réfugiés par rapport aux personnes déplacées qui ne pouvaient pas profiter des mêmes avantages a créé beaucoup de tensions au sein des populations. La victoire du Front patriotique rwandais (FPR) sur les anciennes forces gouvernementales au Rwanda en juillet dernier a conforté les partisans d'un pouvoir tutsi au Burundi et stimulé leur intransigeance face à la majorité hutue qui avait gagné les premières élections véritablement démocratiques depuis l'indépendance en 1962. Les Tutsis du Burundi craignent aussi que les extrémistes hutus ne recrutent des réfugiés rwandais pour les attaquer.

Il est vite devenu évident que les crises rwandaise et burundaise menaçaient toute la stabilité de la région. En plus d'exercer d'énormes pressions sur l'environnement et sur les populations locales déjà démunies, les réfugiés en Tanzanie et au Zaïre ont causé de sérieux problèmes de sécurité. Les leaders de l'ancien gouvernement continuent d'exercer un pouvoir considérable sur la population des camps. Ils les empêchent de retourner dans leurs demeures au Rwanda, en utilisant la terreur. Ils détournent l'aide humanitaire pour financer une éventuelle opération retour et organisent, là où ils le peuvent, des opérations de harcèlement à l'égard du nouveau régime. D'autre part, les organisations humanitaires telles que CARE et Médecins sans frontières refusaient de collaborer avec les responsables du génocide. Elles ont demandé protection à l'ONU, mais le secrétaire général de l'Organisation, Boutros Boutros-Ghali, n'a pas réussi à obtenir les forces de maintien de la paix demandées aux membres de l'ONU pour instaurer l'ordre dans les camps. Depuis, le HCR [Haut commissariat des Nations Unies pour les